



Centre d'études interaméricaines

Institut québécois des hautes études internationales
1030, avenue des Sciences-Humaines, Local 5455
Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval
Québec (Québec), CANADA, G1V 0A6
Téléphone : 418-656-2131, poste 6538
Télécopieur : 418-656-3634

www.cei.ulaval.ca

Novembre 2017

CHRONIQUE

Élections législatives en Argentine : Cristina Kirchner, une pièce clef de la victoire et de la gouvernance de Macri

Par Nicolas Falomir Lockhart*

Malgré les signes négatifs dans la plupart des indicateurs économiques, le gouvernement Macri a consolidé sa position après les élections législatives du 22 octobre dernier. Ayant obtenu 40% des voix au niveau national, la coalition au gouvernement s'est positionnée comme la première force nationale face à un péronisme fragmenté. Ces résultats démontrent que le parti politique du président Macri – PRO, *Proposition républicaine* – est une véritable machine à gagner des élections. Tout comme lors des élections présidentielles de 2015, la campagne s'est articulée autour du débat entre la continuité des politiques péronistes et l'expectative de croissance et prospérité. Par ailleurs, la participation de l'ex-présidente Cristina Fernández de Kirchner comme candidate au poste de sénatrice a été déterminante pour empêcher le renouvellement (et l'unification) de l'opposition. Renforcé par le support de la population, le gouvernement se sent prêt à avancer sur une série de mesures polémiques comme la réforme fiscale ou celle de la loi du travail. Malgré la victoire, le gouvernement est encore minoritaire dans les deux Chambres du Congrès et il devra continuer à négocier avec certains secteurs du péronisme.

Les clés d'une recette gagnante

Une règle d'or des études électorales suggère que si l'économie va bien, le gouvernement a plus de chances de gagner, alors que si l'économie va mal, l'électorat opte plutôt pour l'opposition. Les résultats des élections législatives du 22 octobre dernier vont à l'encontre de cette règle. Les

indicateurs économiques sont loin d'être positifs : l'inflation n'a que récemment descendu à 20%, après avoir atteint 43% en 2016 – et cela malgré le fait que le contrôle de l'inflation était l'une des priorités de campagne de Macri en 2015 –, le PBI de 2017 compensera à peine la chute de 2016 et le taux de chômage est passé de 6,3% en décembre 2015 à 9,2% en janvier 2017. Malgré ces chiffres, le gouvernement de Macri a connu un triomphe retentissant : il a remporté 13 des 24 districts concernant l'élection des députés, dont les 5 districts les plus peuplés et il est également sorti vainqueur dans 4 des 8 provinces qui renouvelaient leurs sénateurs, dont Buenos Aires, la plus peuplée. Comparé à sa performance d'il y a deux ans, le gouvernement a augmenté son appui électoral de 30,12% à 40%. Qu'est-ce qui explique alors cette « anomalie » ?

Le premier facteur est l'exaltation de la figure de l'ancienne présidente Cristina Fernandez de Kirchner qui était candidate au poste de sénatrice pour la Province de Buenos Aires. Sa participation dans la course électorale a permis au gouvernement de rééditer la ligne électorale de la campagne de 2015 : alors que Madame Kirchner représenterait un voyage sans retour vers une crise à *la vénézuélienne*, Macri représenterait la poursuite du changement et la prospérité. Ainsi, les candidats officiels, prêchant la concordance – pour se distinguer du discours plus combatif de Mme Kirchner – ont réussi à convaincre la population que les mesures d'austérité adoptées par le gouvernement Macri ne sont que les solutions qui doivent être apportées à la situation économique issue de la mauvaise gestion du péronisme.

De plus, la présence de madame Kirchner sur la scène politique argentine a été un facteur déterminant dans l'absence d'unité et de renouvellement du péronisme. En effet, divers dirigeants se disputent le leadership du mouvement politique le plus important de l'histoire argentine, et faute d'entente, celui-ci s'est présenté fragmenté à ces législatives. Cette dispute est loin d'être réglée, car l'ancienne présidente a démontré qu'elle avait encore une bonne base de soutien, notamment dans la Province de Buenos Aires, district dans lequel elle vient d'être élue troisième sénatrice avec 37,2% des voix – résultat considérable lorsqu'on tient compte du fait qu'elle a décidé de se présenter sans la bannière traditionnelle du parti péroniste.

Ensuite, les élections primaires (PASO), réalisées en août dernier, ont agi comme « premier tour » des législatives d'octobre. En fait, aucun des principaux partis politiques n'a organisé de véritables primaires pour que la population choisisse les candidates à l'intérieur de chaque force politique, et là où il y avait une possibilité de faire des primaires, les candidates ont préféré créer leur propre force politique ; ce fut le cas notamment de Mme Kirchner. Ainsi, dénaturés de leur fonction, les PASO ont encouragé l'électorat à concentrer sur les formules les plus votés en août – la loi électorale

prévoit que la formule ayant plus de voix reçoit 2 sénateurs, et la deuxième, un, décourageant ainsi le vote de formules tiers.

Jeu d'opposé ou de miroir ?

La stratégie du gouvernement de se définir par opposition à Mme Kirchner doit son succès en grande partie aux nombreuses accusations d'enrichissement illégal et/ou de détournement de fonds de plusieurs collaborateurs et ministres de l'ancienne présidente. Même si plusieurs de ces accusations pourraient s'avérer sans fondement, dans certains cas, comme celui de l'ancienne Secrétaire du ministère de l'Infrastructure, José Lopez – détenu *in fraganti* en essayant de cacher plus de \$ 7 millions USD – ont contribué à associer la figure de Mme Kirchner à la corruption.

Il faut préciser pourtant que cette stratégie est risquée. Ainsi, l'éventuelle corruption des fonctionnaires de l'administration précédente n'efface ni le passé controversé de plusieurs membres du cabinet actuel, ni leurs implications dans des cas de corruption. Le cas le plus intéressant étant celui du président Macri lui-même ; fil d'un entrepreneur qui a su rester près du pouvoir et s'enrichir au rythme des travaux publics, il a eu du mal, par exemple, à expliquer son apparition dans les *Panama Papers* ou à justifier son « maigre » patrimoine déclaré, compte tenu qu'il appartient à l'une des familles les plus riches d'Argentine.

De même, le manque de respect envers l'État de droit et les institutions démocratiques de la part de Mme Kirchner n'efface pas les comportements équivalents des membres du gouvernement actuel. Par exemple, l'annulation par décret de la loi anti-monopole des médias de 2009 ou la modification à travers un simple décret réglementaire de la loi de blanchissement d'actifs à l'étranger qui a permis au frère du président de blanchir \$ 35 millions USD sans pénalité, alors que le Congrès avait expressément convenu l'exclusion des familiers des fonctionnaires. Par ailleurs, les constantes pressions demandant la démission de la procureure générale, associée à Mme Kirchner, heurtent tout sens de cohérence.

Le fragile équilibre de la gouvernance de Macri

Profitant de l'élan des élections, le gouvernement propose de poursuivre avec les politiques d'austérité, particulièrement à travers une nouvelle réforme fiscale et à l'aide de la flexibilisation de la loi du travail. Paradoxalement, puisque le gouvernement est encore minoritaire dans les deux chambres du Congrès, il a besoin de continuer à négocier avec certains secteurs du péronisme pour faire avancer son agenda. Encore une fois, le succès de la stratégie dépendra de l'active participation politique de Mme Kirchner. La polarisation entre M. Macri et Mme Kirchner laisse peu de place aux

autres secteurs du péronisme, qui finissent par se positionner en tant qu'opposition « responsable », c'est-à-dire, une opposition ouverte au dialogue et à la négociation pour l'approbation des projets de loi de l'exécutif.

En ce qui concerne l'économie, pour le moment, seulement certains secteurs, fortement liés à l'exportation, ont bénéficié des mesures comme l'élimination des droits d'exportation sur les minéraux et les céréales. Pourtant, les spécialistes prévoient qu'une réactivation économique plus générale se fera sentir en 2018 et 2019, juste à temps pour les élections présidentielles de 2019. En attendant que cela arrive, le déficit budgétaire est comblé à coups d'endettement. En effet, le pays est depuis 2016 le premier émetteur mondial de dette externe et son stock de dette est passé de 240 000 millions \$US en décembre 2015 à 293 700 millions \$ US en juillet 2017. Pour l'instant, ces montants ne représentent qu'une partie relativement faible du PIB, soit de 35,5 % à % 54 du PIB, et cela en grande partie grâce à la politique de réduction de la dette externe (publique) des gouvernements Kirchner. Néanmoins, ce ratio est toujours problématique, notamment dans un pays qui a une longue histoire de problèmes de dette externe. En plus, le taux d'intérêt payé pour maintenir l'attrait de ses bons commence à soulever des critiques tant à gauche qu'à droite.

Il reste à voir si les perspectives de croissance économique se feront réalité et si elle bénéficiera à toute la population, mais aussi si Macri pourra maintenir un péronisme divisé une fois que l'effet de l'exaltation de la figure de Mme Kirchner se dissipera.

Nicolas Falomir Lockhart – Candidat au doctorat en études internationales et auxiliaire de recherche au Centre d'études interaméricaines